

2019

L'État dans les Pays de la Loire

Bilan des actions régionales



Claude d'Harcourt
Préfet de la région Pays de la Loire
Préfet de la Loire-Atlantique

« Dans une France décentralisée, on peut trouver paradoxal que l'État continue d'y tenir une place essentielle.

Le rappeler, c'est dire et redire qu'il y a une Nation parce qu'il y a un État. Notre pays peut aussi se défaire s'il n'y a plus d'État.

Le rappeler, c'est aussi constater l'expertise remarquable des femmes et des hommes du service public. Ce rapport d'activité est l'occasion de le reconnaître.

»

L'État c'est 13,8 Mds€ en région

Investissement, fonctionnement, interventions : 4,1 Mds€

Salaires et pensions : 6,6 Mds€

Dotations aux collectivités territoriales : 3,1 Mds€



Véronique PY
DRFIP*



Jean-François DUTERTRE
DIRECCTE*



Thierry PERIDY
DRDJSCS*

Cohésion sociale et emploi

L'État agit pour l'accès de tous à un hébergement, un emploi, une formation

COHÉSION SOCIALE, JEUNESSE ET SPORT



Publics les plus vulnérables

- 58 M€ pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes en précarité, avec plus de 7 200 places mobilisées et 600 places complémentaires pour la période hivernale
- 7,1 M€ mobilisés pour les 11 contrats de ville sur les 46 quartiers prioritaires de la politique de la ville
- 36 M€ pour les demandeurs d'asile avec 5 600 places d'hébergement et 6 M€ pour l'intégration des primo-arrivants
- 141 structures habilitées au titre de l'aide alimentaire
- Plus de 233 000 personnes bénéficiaires de la prime d'activités en mai 2019 (+ 52 % en un an)



Anne POSTIC
Haut commissaire à la prévention et à la lutte contre la pauvreté

Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté

Faire plus pour ceux qui ont moins en Pays de la Loire

Anne Postic a été nommée le 1er septembre 2019. L'enjeu régional est de bien coordonner les nombreux intervenants. La stratégie porte une ambition forte d'investissement dans les solidarités.

De multiples actions ont été soutenues dans le cadre des financements dédiés, par exemple, au logement des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance. Au total, l'État a mobilisé 8.1 M€ en 2019 au titre de la stratégie pauvreté.



Jeunesse

Près de 3 800 jeunes en situation de précarité sociale et financière ont bénéficié de la **garantie jeunes** pour les accompagner vers l'autonomie par l'emploi.

3 700 jeunes se sont engagés en 2019 dans une mission de **service civique**. Une expérience pilote est menée en Pays de la Loire pour adapter ces missions aux jeunes en situation de handicap.

Service national universel (SNU)

Le SNU a été mis en place en 2019 en Loire-Atlantique à titre expérimental. **179 jeunes** ont suivi deux semaines de séjour de cohésion à Guérande (44). En 2020, le SNU concernera les **5 départements** de la région pour plus de **1 000 places**.

Cités éducatives



Les cités éducatives visent à intensifier les prises en charge éducatives des enfants et des jeunes en s'appuyant sur l'alliance des partenaires éducatifs dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : État, collectivités, associations, habitants.

Quatre territoires ligériens ont été labellisés « Cités éducatives » : Chaoué-Perrières à Allonnes (72), Monplaisir à Angers (49), Ville Ouest à St Nazaire (44) et Bellevue à Nantes et St Herblain (44).

Sport

Avec 1 million de licenciés, 10 000 associations sportives et 629 sportifs de haut niveau, la région des Pays-de-la-Loire se classe première région de France.

La nouvelle **agence nationale du sport** (anciennement CNDS) a mobilisé plus de 5 M€ pour soutenir 665 associations du secteur sportif.



Vie associative

Le renforcement du Fonds de Développement de la Vie Associative (FDVA) a permis de soutenir :

- les projets de **700 associations** (1.2 M€)
- la **formation** des bénévoles de 150 associations (240 k€)

Cet accompagnement de l'État est à la hauteur de la place des associations dans la région avec 89 000 associations actives (+3.5%/an).



179 jeunes expérimentent le service national universel à Guérande

EMPLOI, TRAVAIL

Accompagner les jeunes et les demandeurs d'emploi

En 2019, l'État a mobilisé **120 M€** pour accompagner les jeunes et les demandeurs d'emploi, en particulier les plus éloignés de l'emploi :

- **43 000** jeunes accompagnés par **20 missions locales**
- **2 632** contrats parcours – emploi – compétences (PEC)
- **4 192** postes en insertion dans **247 structures d'insertion** par l'activité économique financées
- **2 862** travailleurs handicapés dans 53 entreprises adaptées

Le plan d'investissement dans les compétences (PIC)

En Pays-de-la-Loire, ce plan de 713 M€ sur 4 ans entre l'État et la Région a permis la création de 44 000 formations en 2019 dont 57 % destinées aux demandeurs d'emplois et jeunes les moins qualifiés. L'État s'est mobilisé à hauteur de 45,7 M€ en 2019.

Des appels à projets lancés engagent aussi des montants importants au profit des personnes les plus en difficulté : 100 % Inclusion, Repérer et mobiliser les publics invisibles, Insertion professionnelle des réfugiés...

Lutte contre le travail illégal

La lutte contre le travail illégal constitue un enjeu national majeur avec un plan de lutte contre le travail illégal 2019 - 2021 qui appelle une mobilisation soutenue des services de l'inspection du travail.

3 286 interventions dans le champ du travail illégal et de la fraude au détachement ont conduit à 108 amendes et 3 fermetures administratives.



William MAROIS
RECTEUR



Sophie CHAUVÉAU
DRRT*



Jean-François DUTERTRE
DIRECCTE*

Economie, enseignement supérieur, recherche et innovation

L'État soutient l'écosystème régional pour trouver les solutions à la triple transition écologique, numérique et sociétale

ECONOMIE

La région des Pays-de-la-Loire reste dynamique sur le plan économique : **20 038 emplois supplémentaires** créés en 2019. Elle connaît le plus faible taux de chômage de France avec 7% contre 8,2 % en moyenne nationale



Territoires d'industrie

14 territoires ont été retenus en Pays de la Loire. Ils sont accompagnés par la Région et l'État pour conforter la capacité de leur industrie autour de quatre enjeux majeurs : recruter, innover, attirer et simplifier.

Soutien aux difficultés des entreprises

L'État apporte des réponses aux difficultés des entreprises. Une centaine d'entreprises est accompagnée par le **Commissaire aux Restructurations et à la Prévention des difficultés des entreprises (CRP)**. La démarche nationale « signaux faibles » est déployée pour anticiper les difficultés des entreprises par le traitement de données publiques. Le CRP a accompagné les entreprises impactées par la fermeture d'Arjo Wiggins (72) et facilité la reprise d'une partie de ses activités.

Le référent unique à l'investissement

L'État soutient les projets d'investissements structurants sur le territoire et en crée les conditions favorables. **42 projets** sont suivis par le Référent Unique aux Investissements (RUI).

Il a, par exemple, accompagné la société LHYFE (44) dans la création d'une usine pilote terrestre de production d'hydrogène vert par électrolyse (50 emplois créés).



Nicole PHOYU YEDID
DRAC*

Culture

L'Etat agit pour la valorisation du patrimoine, le soutien à la création et l'éducation artistique et culturelle, en veillant à l'équité territoriale

Monuments historiques

En 2019, l'État a mobilisé plus de **14 M€** pour la **préservation et la valorisation du patrimoine ligérien**, dont 10,7 M€ pour les monuments historiques.

Le portail restauré de la cathédrale Saint-Maurice d'Angers a été inauguré en juillet 2019, entièrement financé par l'État à hauteur de 500 k€.

En 2019, un exceptionnel sanctuaire gaulois et romain a été découvert à Allonnes (49). Les fouilles et le traitement des mobiliers se poursuivront en 2020 et les années suivantes.



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET INNOVATION

Grand plan d'investissement (GPI)



Le GPI, d'une enveloppe nationale de 57 Mds€ sur 5 ans, contribue à accélérer la transition écologique et numérique, et la compétitivité par l'innovation en France.

L'Etat accompagne sur les territoires la mise en oeuvre du Programme d'investissement d'Avenir (PIA).

Par exemple, le projet « **Ouest Territoire d'Elevage** » a pour ambition de diffuser les référentiels du bien-être animal entre chercheurs, éleveurs, consommateurs et distributeurs de produits agro-alimentaires, sur un territoire d'expérimentation, Ancenis. Le projet est financé à hauteur de 15 M€ par l'Etat.

Le PIA3, accélérateur des mutations de l'enseignement supérieur

Pour soutenir la compétitivité des entreprises ligériennes, l'État et la Région financent à parité, de 2018 à 2020, des projets innovants dans le cadre du **PIA3 régionalisé**. Dix-neuf projets ont été labellisés en 2019 pour un montant d'aides global de 5,1 M€.

Avec 5,3M€, l'école universitaire de recherche LumoMat-E (Lumière MOlécule MATériaux) va permettre de former des chercheurs spécialistes des matériaux moléculaires pour l'électronique, renforçant l'excellence d'Angers dans ce domaine.

- **130 M€ de crédits d'impôt** en 2019 (recherche et innovation), pour les projets d'innovation des entreprises ligériennes
- Plus de **600 M€ en dotations de fonctionnement** en 2019 aux universités et écoles d'enseignement supérieur

Plan bibliothèque

18 projets d'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques ont été soutenus en 2019 pour faciliter l'accès à un public plus large. Par ailleurs, la DGD** bibliothèque d'un montant de 4,9 M€ a permis de soutenir 63 projets de construction et d'équipements.

Accès à la culture

9 M€ mobilisés en 2019 pour favoriser la démocratisation culturelle.

Dispositif itinérant, le **MuMo (Musée Mobile)** a été développé dans le souci de proposer aux enfants (et familles) un premier contact avec l'art contemporain dans les zones trop peu pourvues en offre culturelle. Ainsi, le MuMo a proposé la nouvelle exposition du FRAC « Visage, paysage » de septembre 2019 à février 2020 dans 21 communes de la région.



Annick BONNEVILLE
DREAL*

Logement

La production de logements sociaux se poursuit

L'État a renforcé sa politique d'attribution de logements sociaux pour les publics prioritaires (dalo, réfugiés, sortants d'hébergement, personnes victimes de violence conjugale) et autres publics spécifiques (étudiants, pensions de famille). **Plus de 12 000 logements** ont été ainsi attribués à ces publics.

- Plus d'**1 milliard d'euros d'aides directes et indirectes** au logement (y compris les aides à la personne dont les APL)
- **5 700 logements sociaux financés**
- **28 000 personnes** intégrant un logement social



Véronique TOMAS
DRDFE*

Égalité femmes hommes

Grande cause du quinquennat

Pour améliorer le repérage et la prise en charge des **femmes victimes de violences**, une convention régionale pluriannuelle entre le préfet de région et le directeur général de l'ARS a été signée. Mobilisant les professionnels médico-sociaux et de santé, elle comporte un focus sur les femmes en situation de handicap et **12 contrats locaux** sur les violences conjugales, sexuelles et sexistes.

Quatre nouveaux partenaires ont signé le plan d'action régional pour l'**entrepreneuriat des femmes**, ce qui porte à 22 les partenaires engagés. Ainsi, plus de 4 M€ de prêts d'honneur et plus de 3,8 M€ de garantie égalité ont notamment bénéficié aux créatrices et repreneuses d'entreprises en 2019.



Un numéro d'écoute et d'information unique le **39.19** destiné aux femmes victimes de violences

* DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ; DRAC : Direction régionale des affaires culturelles ; DRDFE : Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité ; DIRECCTE : Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ; DRRT : Délégation régionale à la recherche et à la technologie

** DGD : dotation globale de décentralisation



Cohésion des territoires

L'État accompagne le développement de tous les territoires en soutenant les investissements des collectivités

L'État soutient l'investissement des collectivités

En 2019, l'État a mobilisé 107,7 M€ pour soutenir 1063 projets d'investissement, essentiellement des communes rurales et péri urbaines



Jean-Christophe BOURSIN
SGAR*

LUTTE CONTRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Téléphonie mobile

En 2019, l'État poursuit le déploiement de la couverture 4G, dans le cadre de l'accord «New Deal»

- 72 pylônes dont la construction doit être réalisée d'ici 2 ans
- 633 pylônes passés en 4G en un an (soit 90,5 % des pylônes en Pays-de-la-Loire)



Inauguration du premier pylône New Deal le 18 novembre 2019 à Montournais en Vendée

Fibre optique

- En 1 an, 188 600 logements et entreprises ont bénéficié d'un nouveau raccordement, faisant passer le taux de couverture en fibre optique de 20% à 30 % dans la région
- En 2019, 41,9 M€ attribués par l'État pour la réalisation des réseaux d'initiative publique de Mayenne et du Maine et Loire.



Yvan LOBJOIT
DRAAF*

Agriculture

L'État soutient la compétitivité des exploitations agricoles, accompagne leur transition agroécologique et veille à la qualité des produits

Accompagner le renouvellement des générations en agriculture

La région Pays-de-la-Loire compte parmi les plus dynamiques pour l'accompagnement de l'installation en agriculture :

- 590 projets d'installations aidés en 2019 (montant moyen d'aide de 27 155€)
- 3 M€ mobilisés par l'État, en complément des fonds européens gérés par le Conseil régional

Les Pays de la Loire se caractérisent également par le dynamisme de l'appareil de formation :

- 17 256 élèves et 3 547 apprentis accueillis dans les établissements d'enseignement agricole publics et privés de la région
- Un taux de réussite aux examens supérieur à la moyenne nationale avec 85 % de réussite en bac professionnel et en BTS

Encourager le développement de l'agriculture biologique

Dans le cadre du plan Ambition Bio 2022, le Gouvernement a fixé l'objectif d'atteindre 15 % de la surface agricole utile française en agriculture biologique en 2022. Les Pays de la Loire ont atteint en 2019 le seuil de 10%. L'État y a consacré 5,4 M€ en 2019, en complément des fonds européens gérés par le Conseil régional.



Annick BONNEVILLE
DREAL*

MOBILITÉ

Aéroport de Nantes-Atlantique

Le secrétaire d'État aux Transports s'est rendu à Nantes le 28 octobre pour annoncer les décisions du Gouvernement sur le réaménagement de l'aéroport de Nantes-Atlantique. L'objectif est de protéger les populations riveraines contre les nuisances, tout en réaménageant l'aéroport pour répondre aux besoins de mobilité de 9 M€ de passagers, puis à terme de 15 M€ de passagers.

Grand Port Maritime Nantes Saint-Nazaire

Avec un conseil de surveillance renouvelé et présidé par Christelle Morançais, présidente de la Région des Pays de la Loire, le port s'appête à élaborer un nouveau projet stratégique, avec pour ambition de devenir le « port du grand Ouest ».



Ferroviaire

- La réouverture de la ligne Clisson-Cholet est une réalisation importante en faveur des mobilités du quotidien. Les travaux, pilotés par SNCF Réseau, ont permis une amélioration de la sécurité et de la performance mais aussi de l'accessibilité des gares.
- Une opération ferroviaire d'envergure a été lancée en 2019 pour un montant global de 152 M€ : la rénovation de la ligne Nantes-Bordeaux, entre La Roche sur Yon et La Rochelle, améliorera le temps de parcours entre les deux métropoles.

CONTRAT D'AVENIR

Suite à la décision du Gouvernement de privilégier le réaménagement de l'aéroport de Nantes-Atlantique plutôt que de transférer l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, un contrat d'avenir a été signé le 8 février 2019 par le préfet de région et la présidente du conseil régional, sous l'égide du Premier Ministre. Le développement des grandes infrastructures de transports, aéroportuaires, portuaires, ferroviaires et routières est un axe majeur de cette nouvelle contractualisation.



ACTION COEUR DE VILLE



Depuis 2018, le dispositif Action Coeur de Ville oeuvre pour la redynamisation des coeurs de neuf villes moyennes en Pays

de la Loire : Châteaubriant, Saint-Nazaire, Cholet, Saumur, Laval, La Flèche, Sablé-sur-Sarthe, La Roche-sur-Yon et Fontenay-le-Comte. L'État et ses partenaires, la Banque des Territoires, Action Logement et l'Agence Nationale pour l'amélioration de l'habitat ont engagé plus de 12M€ en 2019.

Routes

- La déviation de Bouvron (44) a été mise en service en novembre. L'État a investi 15 M€ pour améliorer la sécurité, en évitant la traversée du bourg par les poids lourds, réduire les nuisances pour les habitants et mettre en œuvre des mesures compensatoires qui en font un projet exemplaire sur le plan environnemental.
- La feuille de route des travaux pour améliorer la fluidification du périphérique nantais a été présentée en octobre. Ces travaux bénéficient de financements du contrat d'avenir.
- 7 projets de pistes cyclables en Pays de la Loire ont bénéficié de subventions dans le cadre du Fonds Mobilités Actives 2019, à hauteur de 1,2 M€.

Sécuriser le paiement des aides de la politique agricole commune (PAC)

Les aides PAC représentent en Pays de la Loire :

- 567 M€/an versés à 24 000 exploitations agricoles au titre du premier pilier relatif à la sécurisation des marchés et des revenus
- 110 M€/an issus du second pilier au titre de la politique de développement rural

La forte mobilisation des DDT*, de la DRAAF* et de l'ASP* aux côtés du Conseil régional a permis de finaliser les campagnes de paiement des mesures agro-environnementales et climatiques et d'aide à l'agriculture biologique, pour les campagnes 2016, 2017 et 2018, permettant ainsi le retour au calendrier normal de paiement de ces aides.

Annick
BONNEVILLE
DREAL*

Protection de l'environnement et des ressources

L'État met en œuvre des politiques de protection et de valorisation de la nature et de la biodiversité, de transition énergétique et de prévention des risques naturels et technologiques



PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

- 1 nouveau territoire couvert par un plan d'action de prévention des inondations (PAPI) sur les Basses Vallées Angevines (2 M€)
- 13 M€ de compléments de financement apportés à des PAPI déjà approuvés
- 1 460 visites des installations classées pour la protection de l'environnement réalisées
- 76 visites de sécurité de digues et barrages

L'année 2019 a été marquée par une **période de forte sécheresse**, nécessitant une grande réactivité des services de l'État dans la gestion réglementaire des restrictions d'usage de l'eau. Au total, 57 arrêtés ont été pris, conduisant au plus fort de la sécheresse à classer la majorité du territoire au niveau d'alerte le plus élevé.

TRANSITION ENERGETIQUE



L'année 2019 est celle du plus grand nombre de logements rénovés sur le volet énergétique. Près de 9000 logements privés ont fait l'objet de rénovation énergétique cofinancés par l'État.

EAU ET BIODIVERSITE

Enrayer la dégradation des masses d'eau

Seulement 11 % des masses d'eau sont en bon état en Pays de la Loire, région la plus dégradée du bassin Loire Bretagne. L'État, la Région, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB) et les collectivités agissent pour améliorer la situation. En 2019, l'AELB a poursuivi son action de reconquête du bon état des eaux à hauteur de 61 M€.



Afin de répondre aux enjeux majeurs de reconquête de la qualité de l'eau, l'État et la Région des Pays de la Loire ont élaboré, en partenariat avec l'AELB, un **plan d'action régional** spécifique visant à multiplier le nombre de projets de restauration de la qualité de l'eau. Des **contrats territoriaux uniques** regroupant les financements de l'État, de l'AELB, de la Région et des départements seront mis en place afin de susciter l'action des porteurs de projets et de les simplifier.



Sauvegarder la biodiversité

Près de 50 structures de gestion sont accompagnées pour plus de 3 M€ (Parcs Naturels Régionaux, associations environnementales, gestionnaires de sites Natura 2000...).

Guillaume
SELLIER
DIRM NAMO*

Mer et littoral

L'État agit pour le développement durable en mer, la gestion des ressources marines, la régulation et le développement des activités économiques

Adoption de la stratégie de façade maritime

Les préfets coordonnateurs, Claude d'Harcourt et le préfet maritime, l'amiral Jean-Louis Lozier, ont présenté à Lorient, le 24 septembre, le document stratégique de façade Nord Atlantique – Manche Ouest. Il constitue une vision collective pour le développement durable et la planification des activités en mer à horizon 2030. Il contribue ainsi au développement des énergies marines renouvelables, dont le parc éolien de Saint-Nazaire, dont les travaux commenceront en 2020.

Contrôles en mer et sur le littoral

- 179 contrôles menés sur les navires de pêche maritime dans les ports ligériens et 700 contrôles de navire en mer
- lancement de la coopération avec le service irlandais de contrôle des pêches maritimes et opérations conjointes de contrôle dans des ports français et irlandais
- 52 missions de police de l'environnement en mer et sur le littoral ligérien

ADEME

Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a engagé 21 M€ pour la transition énergétique.

Quatre importants projets de méthanisation ont été soutenus par l'ADEME à Pouillé-lès-Coteaux (44), Loué (72), Allonges (72) et Dompierre/Yon (85). L'atelier de tri et de collecte sélective de Couëron (44) a également été adapté aux nouvelles consignes de tri.

Jean-Christophe
BOURSIN
SGAR*

Modernisation et rationalisation

L'État poursuit sa modernisation dans le cadre du programme Administration Publique 2022

Une nouvelle offre de services pour le laboratoire d'innovation publique



Etat LIN, le laboratoire d'innovation publique des services de l'État en Pays de la Loire fait peau neuve et a lancé sa nouvelle offre de services à l'occasion de la Semaine de l'innovation publique fin novembre 2019.

Une offre articulée autour de quatre axes phares : accompagner les réorganisations, accélérer la transformation numérique, offrir des formations innovantes et incuber les projets portés par des agents publics.

La transformation numérique de l'Etat

Sur la base d'un diagnostic des moyens humains, techniques et financiers, une stratégie régionale de la transformation numérique de l'État a été réalisée en 2019.

Objectifs : lever les irritants des agents et des usagers, moderniser les environnements de travail et offrir aux usagers des services publics plus accessibles.



La Plateforme régionale des ressources humaines de l'État (PFRH) au service de la trans-formation de l'action publique

Dans le cadre d'Action publique 2022, les services territoriaux se transforment avec, notamment, le renforcement des fonctions supports dans le cadre de services mutualisés entre préfetures et directions départementales interministérielles, et la création d'un service économique de l'État en région (SEER).

La PFRH accompagne ces transformations avec des actions d'appui et de conseil aux agents et à l'encadrement, et des formations dédiées à la transformation de l'action publique, au management ou encore au design de service.

L'État consolide la mutualisation de ses achats

Dans une logique de facilitation de l'achat public pour les services, la plateforme régionale des achats (PFRA) a consolidé l'offre de marchés permettant de couvrir l'ensemble des besoins en matière de maintenance immobilière et de petits travaux. Les économies générées par la mutualisation des marchés de l'État en 2019 s'élevaient à 1,6 M€.

La plateforme poursuit son action en faveur de l'accès des PME à la commande publique et de la prise en compte d'objectifs environnementaux et sociaux dans les marchés publics.

Près de 89 000 agents publics de l'Etat mènent leurs missions au plus près des usagers dont :

- 56 407 à l'éducation nationale
- 18 661 sur des missions de sécurité et de justice (police, gendarmerie et justice)
- 13 692 au service des autres politiques de l'État

Stratégie immobilière de l'État

En 2019, l'État s'est doté d'une stratégie immobilière dont l'ambition est d'accompagner la réforme de l'organisation territoriale de ses services et d'améliorer les conditions d'accueil du public et de travail des agents.

Direction de la publication :

Claude d'Harcourt
Préfet de la région Pays de la Loire

Rédaction : Secrétariat général pour les affaires régionales des Pays de la Loire

Réalisation : Secrétariat général pour les affaires régionales des Pays de la Loire

Crédits photo : SGAR, DREAL, DIRECCTE, DRAC, Rectorat, DRDJSCS, DRDFE, DRAAF, DIRM NAMO, Service régional de la communication interministérielle

ISSN : en cours

Ce bilan est basé sur les chiffres connus au 20 décembre 2019.

*SGAR : Secrétariat général pour les affaires régionales ; DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ; DIRM NAMO : Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest

**Sources : DGAFP rapport annuel 2019 sur l'état de la fonction publique en 2018

Retrouvez les services de l'État en région Pays de la Loire

<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/pays-de-la-loire>